

TRAITER OU NON AVEC LES TALIBANS

Ali Aslan, présentateur TV et journaliste international

Renaud, permettez-moi de revenir à l'argument initial sur les talibans. Tout le monde se demande ce qu'ils pensent. Certaines personnes ont même parlé des talibans 2.0. Il s'agit d'un nouvel ordre taliban. Ils ont peut-être eux-mêmes appris certaines des leçons tout au long de leur premier règne. Ils essaient d'innover, de se réinventer aux yeux du monde extérieur, en utilisant même les réseaux sociaux ces derniers temps. Qu'en pensez-vous ? Pensez-vous que les talibans 2.0 sont une campagne de communication ? Pensez-vous qu'ils ont changé ? Que pouvons-nous attendre d'eux ?

Renaud Girard, grand reporter et correspondant de guerre du *Figaro*

... de vouloir parler du futur, parce que nous avons vu que c'était la mort ignominieuse du néo-conservatisme américain, de toute cette théorie qui privilégie l'idée que l'on se fait de la démocratie par rapport à la paix. Les réalistes comme Kissinger pensent que la paix est la plus importante et les néo-conservateurs pensent que c'est l'idée qu'ils se font de la démocratie ou de la justice qui est la plus importante. Je pense que cette théorie néo-conservatrice est morte.

Maintenant, il faut effectivement voir l'avenir. Personnellement, en tant que Français, je suis pour rouvrir notre ambassade à Kaboul parce que dans les relations internationales, nous devons reconnaître les États et maintenir des relations avec les États, et non pas avec les régimes. Je suis tout à fait opposé à la doctrine américaine. Dès qu'il y a un régime qui ne plaît pas aux Américains, ils arrêtent d'entretenir des relations diplomatiques avec ce régime. C'est le cas, par exemple, de l'Iran. Il est tout à fait anormal que les Américains n'aient pas de relations directes avec l'Iran. Ils ont des différends, très bien.

Nous devons, je pense, rouvrir notre ambassade et essayer de travailler avec les talibans qui sont là pour longtemps, comme le parti communiste chinois est pour longtemps en Chine. Nous ne sommes pas d'accord avec le régime chinois, mais nous devons parler et entretenir une ambassade là-bas. Les talibans sont là pour longtemps. Les Américains leur ont redonné le pays sur un plateau d'argent alors qu'ils pouvaient très bien continuer à avoir une présence militaire à Bagram et les forcer à avoir un gouvernement d'unité nationale. Ils ne l'ont pas fait. Ils ont fait un choix, qui est une erreur stratégique majeure de Joe Biden et qui va rester dans les annales comme une honte, mais c'est son problème.

Aujourd'hui, je pense qu'il faut parler avec les talibans. D'ailleurs, c'est une politique que nous n'avons pas faite du temps du mollah Omar et que nous aurions dû faire, parce que nous

avons pu travailler avec le mollah Omar. Vous vous souvenez que les Nations Unies lui avaient demandé d'éradiquer le pavot – l'héroïne – d'Afghanistan. C'est une politique que le Mollah Omar a faite et cela a été constaté par une mission de l'UNODC en 2000. Il avait bien éradiqué 95 % du pavot en Afghanistan. Il avait demandé en échange que les autres agences des Nations Unies aident ses paysans, c'est-à-dire la FAO et toutes les organisations qui s'occupent de l'agriculture. Il n'a pas obtenu cela des Nations Unies pour des raisons bureaucratiques.

Je pense que même les Américains ont fait une erreur, après le 11 septembre. Ils ont sous-traité la négociation avec les talibans aux services secrets pakistanais. C'est une grave erreur parce que l'on ne sait pas du tout ce que les Pakistanais ont dit aux talibans. Je pense qu'il aurait fallu aller voir les talibans eux-mêmes avec beaucoup d'humilité – parce que quand on est très fort, il faut être humble, et les Américains étaient très forts en 2001 – et leur dire : *« Voilà ce qu'il s'est passé dans notre ville de New York. Nous avons un problème. Qu'est-ce que vous feriez à notre place, Messieurs les talibans ? »* Il aurait fallu faire de la diplomatie directe.

Aujourd'hui, ils sont là, il faut leur parler. Il ne faut pas isoler ce pays, il faut continuer l'aide humanitaire. Il ne faut pas, en fait, punir deux fois la population afghane. Les Américains l'ont punie une fois en trahissant leur promesse parce que les Américains avaient clairement promis aux Afghans la démocratie, l'émancipation des femmes, etc. Ils ont donc déjà été trahis. Il ne faut pas les punir une deuxième fois en isolant ce pays, en arrêtant l'aide humanitaire à ce pays et en arrêtant le commerce avec ce pays. Il faut travailler au mieux avec les talibans. Cela ne va pas être facile, mais ce n'est pas facile de travailler avec les communistes chinois non plus. Il faut travailler avec eux et ne pas punir une deuxième fois, par idéologie, les Afghans.

En fait, la grave erreur des Américains dans cette guerre, c'est d'avoir imprégné les relations internationales d'idéologie. Cela a été la mort des relations internationales telles que Kissinger les voulait. Et c'est Kissinger qui avait raison, ce n'est ni Cheney, ni Rumsfeld, ni W. Bush.

Ali Aslan

Je vais rebondir sur vos propos car vous avez livré un plaidoyer passionné et sans ambiguïté pour que l'Occident reconnaisse les réalités du terrain et travaille avec les talibans. Vous avez dit que la France devrait rouvrir son ambassade là-bas. Il y a des différences, bien sûr, dans l'opinion, comme toujours au sein de l'Union européenne. Tous les pays ont leur propre motivation et certains ont des approches différentes. Pensez-vous que nous devrions avoir une approche européenne commune quant à la manière de traiter les talibans à l'avenir ? Parce que cela ne va pas être simple si 27 États membres de l'UE ont des relations différentes avec l'Afghanistan et les talibans. Plaidez-vous en faveur d'une réponse et d'une approche européenne unifiée ; et dans quelle mesure est-ce réaliste ?

Renaud Girard

Je pense que c'est toujours utile d'avoir une réponse unie de l'Union européenne et nous l'avons sur les domaines économiques, nous l'avons sur le domaine des normes et nous l'avons dans le domaine de l'aide internationale. Et l'Union européenne a fourni beaucoup

d'aide à l'Afghanistan. Mais je pense que la politique étrangère commune de l'Union européenne est un rêve. Ce n'est pas il y a si longtemps que les nations européennes se sont divisées sur la question néo-conservatrice de l'invasion de l'Irak en 2003 pour, avait dit W. Bush, construire la démocratie partout au Moyen-Orient. Vous avez d'un côté les Français et les Allemands...

Ali Aslan

Concentrons-nous sur le front européen.

Renaud Girard

Voilà. C'est un vœu à très long terme eschatologique, la politique étrangère européenne commune et la politique de sécurité et la défense européenne commune. Je pense qu'il faut faire des alliances *ad hoc* avec les pays qui veulent effectivement faire quelque chose en Afghanistan et qui en ont les moyens, parce que tous les pays européens n'ont pas les moyens d'avoir une présence en Afghanistan. Nous, Français, nous avons un lycée français à Kaboul où l'ancien roi Zaher et le commandant Massoud ont fait leurs études. Je pense qu'il faut rouvrir ce lycée français. Nous avons une délégation archéologique très importante, il faut la rouvrir et continuer nos travaux archéologiques.

Vous l'avez souligné, il y a plusieurs tendances chez les talibans, une tendance dure et une tendance plus ouverte. Mais ce n'est pas en les isolant, ce n'est pas en refusant de rouvrir notre ambassade que l'on va permettre aux plus modérés de garder le pouvoir. Je pense qu'il faut avoir des relations avec les pays, et le fait d'avoir des relations diplomatiques avec un pays ne signifie absolument pas approuver le régime politique de ce pays.

Ali Aslan

Marc, je vais vous donner l'occasion de répondre tout de suite et ensuite j'ai une question pour vous. Allez-y.

Marc Hecker, directeur de la recherche et de la valorisation de l'Ifri, rédacteur en chef de *Politique étrangère*

Je veux rebondir sur ce point. Je suis en faveur d'un dialogue avec les talibans, mais il y a une différence entre un dialogue et une reconnaissance officielle. C'est mon premier point.

Le deuxième point est que les talibans doivent aller au-delà des mots. Ils doivent maintenant démontrer que ce qu'ils disent est une réalité. Prenons votre exemple, la réouverture du lycée français. On réouvre donc le lycée français. Ensuite, nous devons rester fermes sur nos principes : « D'accord, nous le ferons, mais nous voulons que les filles fréquentent ce lycée ». Que se passera-t-il si les talibans l'interdisent ? Nous fermerons probablement l'école à nouveau et reviendrons à la case départ.

Ce n'est donc pas une tâche facile. Une fois que vous décidez de retirer vos troupes, vous manquez d'arguments, vous manquez d'outils pour faire pression sur les acteurs du pays. Je pense que le levier que nous avons maintenant sur les talibans est assez limité. Il serait très cynique de dire : « D'accord, notre outil de pression est l'aide financière que nous fournissons

et si vous ne respectez pas nos règles, nous la supprimerons. » Cela serait surtout préjudiciable à la population afghane et nous savons déjà que nous sommes au bord d'une crise humanitaire.

Ali Aslan

Jim, je sais que vous voulez intervenir, mais laissez-moi donner la parole à Tatiana. Je reviens à vous dans un instant. La question est toujours de savoir comment traiter avec les talibans à l'avenir, Tatiana. Quel est le point de vue de Moscou ? Quelles sont les approches, les tactiques ?

Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du Centre Russie/NEI de l'Ifri

Sur la question de la reconnaissance internationale des talibans, jusqu'à présent, Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères a dit : « *Ce n'est pas à l'ordre du jour* ». Je pense que cette cartouche assez unique à tirer sera durement négociée par les Russes, notamment pour obtenir un gouvernement inclusif en Afghanistan ou, pour reprendre les termes de Sergueï Lavrov, les faire agir d'« une manière plus civilisée ». C'est une cartouche que l'on ne peut tirer qu'une fois et elle est extrêmement importante. D'autres moyens de négocier avec les talibans peuvent être le lobbying russe pour certaines levées ou l'affaiblissement des sanctions, car les Russes considèrent que les sanctions peuvent contribuer à la radicalisation du régime qui serait aux abois en matière financière et économique.

En fait, cette reconnaissance, si jamais elle a lieu, est extrêmement importante dans la politique russe parce que, jusqu'à présent, on a toujours dit que les Russes préféreraient les régimes laïques, même autoritaires, voire très autoritaires, aux régimes religieux islamiques modérés. Ce sera donc un changement, un moment de rupture important, qui pourra donner à la Russie un peu plus de marge de manœuvre dans le monde musulman.

La Russie fait beaucoup de choses sur différents axes. D'une part, en matière de renseignements : elle partage le renseignement avec les pays de l'Asie centrale, notamment sur les différents groupes d'origine ethnique qui sont en Afghanistan et les différentes mouvances terroristes. Mais elle partage aussi le renseignement avec les talibans – les Russes l'ont officiellement reconnu en 2017 – notamment sur les groupes de ISIS-K, l'État islamique au Khorassan, les groupes qui se trouvent en Afghanistan, car les deux considèrent qu'il y a une menace principale pour la Russie et pour les pays de l'Asie centrale, dont certains sont liés à la Russie à travers l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). C'est donc une sorte d'OTAN moins. Ce n'est pas tout à fait l'article 5 de l'Alliance atlantique, mais la Russie peut se retrouver théoriquement entraînée dans le conflit. C'est un point extrêmement important.

Elle travaille aussi beaucoup diplomatiquement, j'ai mentionné la reconnaissance et une éventuelle levée ou l'affaiblissement des sanctions. Elle travaille aussi l'axe militaire. La Russie a deux bases militaires au Kirghizstan et au Tadjikistan. Elle travaille au renforcement du contrôle aux frontières. Elle a extrêmement peur des migrants, des réfugiés, qui peuvent affluer dans ces pays-là. Elle a fait des exercices au mois d'août et au mois de septembre,

d'une manière bilatérale et dans le cadre de l'OTSC, pour renforcer la capacité de ses alliés centre-asiatiques à résister.

Ali Aslan

Merci beaucoup. Merci de l'avoir souligné parce que nous avons parlé de la France, de l'OTAN, de l'Amérique, et bien sûr de l'Inde, mais l'Asie centrale y est également très impliquée. M. K. Narayanan, la question que nous posons à ce panel, et à vous en particulier, est de savoir comment la communauté internationale va-t-elle traiter avec les talibans, en reconnaissant les réalités sur le terrain, comme le plaidait Renaud ? Quel est votre avis ?

Mayankote Kelath Narayanan, président exécutif de CyQureX Systems Pvt. Ltd., ancien conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du Premier ministre d'Inde

Qui connaît la réalité sur le terrain ? Je pense que c'est la première question que nous devons aborder. Vous avez les talibans et, comme quelqu'un l'a dit, ce sont les talibans 2.0. Comment pouvez-vous parler des talibans 2.0 quand le gouvernement intérimaire a beaucoup de terroristes internationalement identifiés dans ses rangs ? Comme on l'a dit il y a quelques instants, ils n'ont montré aucun signe d'avoir changé leurs objectifs. Le gouvernement est intérimaire, donc nous ne savons pas vraiment qui est au pouvoir.

Je pense que l'Union européenne se penchera sur ce problème ou que quelqu'un d'autre se penchera sur ce problème, ce qui est très prématuré à mes yeux. Nous devons être clairs sur ce qui va se passer avant de passer à l'étape suivante, sinon nous ferons exactement comme avec les accords de Bonn et les autres problèmes au début de la décennie 2000.

L'idée première est d'avoir une image plus claire et je ne pense pas qu'il y ait une image claire. Les talibans eux-mêmes ne sont pas unis et il y a le Pakistan, qui est le créateur des talibans. L'EIL a créé les talibans. C'est de notoriété publique, nous ne révélons aucun secret en le mentionnant ouvertement. Aujourd'hui, les talibans sont divisés entre la Shura de Quetta et la Shura de Miran Shah.

En Afghanistan, vous avez les talibans qui utilisent des armes et de l'artillerie pour se débarrasser des troupes américaines ou de l'OTAN et ce sont eux qui ont pris le contrôle. Nous ne savons pas ce qu'il faut faire. Je pense qu'il est prématuré pour nous de dire si les Russes, les Européens ou qui que ce soit d'autre va jouer un rôle. Je pense qu'il faut une bien meilleure compréhension de ce que nous devons faire, et je ne pense pas qu'il faille se précipiter dans la situation comme si le problème pouvait être réglé dans les 48 prochaines heures ou les quatre prochaines semaines, etc. Nous avons besoin d'une bien meilleure compréhension de la situation, et je pense que personne maintenant n'est prêt à écarter le Pakistan de la situation. Je ne pense pas qu'il soit possible de faire cela à ce stade, car tant que le Pakistan existe, l'EIL jouera un rôle dans les échanges avec les talibans.

Par conséquent, à l'instant présent, les États-Unis ont dit qu'ils ne traiteraient pas avec le Pakistan pour de nombreuses raisons passées et présentes. Je ne sais pas comment ils traiteront avec les talibans s'ils tiennent le Pakistan à l'écart des échanges. J'aimerais que cela arrive, mais je ne sais pas comment cela peut être fait en pratique. Il faut se placer à mi-chemin entre une approche ou une construction théorique de ce que nous devrions faire et la réalité de ce que nous devons faire sur le terrain.

Je ne pense pas que demain matin, nous allons ouvrir des écoles ou des ambassades et les enfants iront dans les écoles et les collèges, etc. Ce n'est pas possible, ce n'est pas à l'horizon, ce n'est pas une réalité. Je dirais qu'il y a certainement un rôle majeur pour l'Asie du Sud et l'Asie de l'Ouest à ce stade.

Les Émirats arabes unis ont fait un pas en avant en accueillant à Ashraf Ghani, car s'il avait été sur place, il ne serait plus là aujourd'hui. Je pense que tout le monde le comprend. Ça a été une action remarquable qui n'a nécessité aucune grande analyse des services de renseignement, ce qui est la façon de faire de nombreux autres pays. Ils ont pris une décision sur ce point. Nous avons besoin de gens qui comprennent la situation et je pense que l'Asie du Sud et l'Asie de l'Ouest auront un rôle majeur à jouer dans toute construction à l'avenir. J'entends parler de l'Union européenne et autres, mais je ne pense pas qu'ils aient un rôle à jouer ici.

Cependant, je pense qu'il y a un argument plus important à avancer. Je pense que c'est l'occasion d'une consultation mondiale. Je me souviens que nous avons eu une consultation sur l'Europe il y a de nombreuses années. Donc, lorsque les premières mesures seront prises par l'Asie de l'Ouest et du Sud, alors nous pourrons aller vers une consultation mondiale. Voyons ce qu'ils peuvent faire et ne nous précipitons sur rien parce que ce problème va exister pendant longtemps.

Si l'Afghanistan impose encore plus qu'aujourd'hui, ce sera une tragédie pour nous tous en Asie du Sud. Il est facile pour le reste du monde de l'examiner à distance, mais c'est quelque chose que nous vivons. Les épisodes un et deux sont terminés, maintenant nous ne voulons pas qu'un troisième ait lieu. C'est le point sur lequel je voulais insister.

Ali Aslan

Merci beaucoup. C'est un point important. M. Al Zaabi, je sais que vous voulez intervenir ici parce que M. K. Narayanan dit : qui connaît la réalité sur le terrain ? Laissons la poussière retomber avant de prendre des décisions ; et si une décision est prise, cela ne peut certainement plus être comme avant, avec un processus décisionnel qui se déroule en Occident. On doit avoir une approche beaucoup plus globale.

Salem Mohammed Al Zaabi, directeur du département de la coopération internationale en matière de sécurité au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Émirats arabes unis

Je pense que tout ce qui a été dit est juste. Quelqu'un a mentionné les sanctions, nous avons essayé les sanctions. Nous avons essayé de couper les relations diplomatiques, nous avons essayé les opérations militaires et, malheureusement, rien de tout cela n'a vraiment réussi.

Nous avons également essayé d'ouvrir le dialogue avec le gouvernement ces vingt dernières années. Pas avec le gouvernement de l'Afghanistan, je ne peux pas vraiment le considérer comme tel, c'était le gouvernement de Kaboul, le gouvernement de la capitale de l'Afghanistan. En réalité, ils n'ont pas l'autorité pour étendre leur influence sur tout l'Afghanistan.



Je pense que nous devons maintenant trouver un moyen et c'est ce que nous appelons un engagement, mais il doit s'agir d'un engagement global avec des approches parallèles, politiques et financières, ainsi que des mesures préventives. Je vais juste vous donner un exemple. Nous parlons de terrorisme et d'extrémisme et à présent nous craignons que l'Afghanistan ne devienne un refuge pour les terroristes de différentes régions.

Cependant, qu'avons-nous fait pour l'empêcher ? Nous utilisons une stratégie préventive en Afghanistan. Les Émirats arabes unis éduquent près de 2000 religieux à l'islam modéré. Ce programme a été prolongé de près de 10 ans, avec le soutien du gouvernement de Kaboul à l'époque. Nous nous sommes rendu compte qu'il a beaucoup d'avantages pour les nouvelles générations. Nous parlons de la nouvelle génération donc nous regardons vers l'avenir. Oui, comme je l'ai mentionné précédemment, l'Afghanistan n'a pas eu une excellente histoire au cours des trois dernières décennies, mais il est de notre responsabilité, ainsi que celle des talibans et des Afghans, de le reconstruire.

Ali Aslan

Permettez-moi d'intervenir. Renaud Girard, par exemple, indique très clairement que nous, l'Occident, le monde, devrions établir des relations diplomatiques avec les talibans. Marc Hecker dit : « Pas si vite, voyons les réalités sur le terrain, s'ils tiennent leurs promesses, si les droits sont protégés, si les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies ne sont pas détruits en quelques semaines. » Quel est votre avis ?

Salem Mohammed Al Zaabi

Je pense que nous devrions ouvrir le dialogue avec les talibans, ou le gouvernement, et aussi avec la population. Il ne s'agit donc pas de limiter notre engagement au gouvernement. L'Afghanistan en a assez, nous devons donc soutenir le peuple afghan.